

Manifeste du Fonds Adie pour l'entrepreneuriat populaire

Depuis 20 ans, nous nous battons pour la même cause : permettre à chacun de créer son emploi, et parfois d'autres autour, lui faire reconnaître la capacité à redevenir sujet en quittant son statut d'objet des politiques sociales, quels que soient son niveau de formation et l'état de ses finances.

Sans répit, nous défendons le droit à l'initiative économique, en facilitant de façon concrète les conditions de son exercice : accès au micro-crédit pour les publics non bancarisés, accompagnement pour les aider à réussir leur projet, propositions aux gouvernements successifs pour lever les obstacles qui restreignent le financement et la création d'entreprises par les personnes en difficulté.

Depuis 20 ans, nous essayons d'accorder nos paroles et nos actes. Partis de rien, à l'image de nos clients, nous avons financé et accompagné plus de 65 000 entreprises créées par des chômeurs, des allocataires de minima sociaux, des travailleurs pauvres, des jeunes sans ressources.

Pendant cette période, le monde a changé et l'opinion a évolué. Personne ne croit plus à la possibilité de travailler toute sa vie dans la même entreprise. Personne ne pense plus que l'État peut prendre en charge tous ceux que l'économie de marché laisse au bord de la route.

L'essor du microcrédit à travers le monde a démontré qu'il est un outil de développement efficace non seulement pour les pays pauvres, mais aussi pour les pays riches. Plus de 92% des entreprises en France sont déjà des micro-entreprises. Leur existence nous alerte sur le formidable gisement d'emplois que recèle l'auto-entrepreneuriat, sachant que le pays compte plus de 7 millions de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté, parmi lesquelles beaucoup sont amenées à compléter leur revenu social par des activités économiques génératrices de revenu.

Nous sommes convaincus qu'au-delà même de la crise, la diffusion des nouvelles technologies, la montée des services et l'inévitable réforme de l'État providence permettront le développement des petites unités de

production, faisant ainsi du microcrédit le nouvel instrument financier de la période post-industrielle.

Nous voulons que cette économie rénovée soit ouverte à tous, et en particulier à ceux qui en sont aujourd'hui exclus. Que la devise de la République s'incarne concrètement dans la vie de tous les jours. Que soient garanties à chacun la liberté d'entreprendre, l'égalité des chances, la fraternité des autres citoyens, et pas seulement la solidarité de l'État. Et ce quels que soient ses origines, son lieu d'habitation, ses ressources, ou son niveau d'éducation. Que l'entrepreneuriat cesse d'être considéré comme un chemin d'exception réservé à ceux qui ont les moyens, et devienne populaire, dans tous les sens du mot. Que naissent des solidarités nouvelles entre les acteurs économiques pour soutenir l'initiative individuelle, permettant ainsi des relations plus équilibrées et un plus juste partage des richesses avec les nouveaux entrants.

Si vous voulez créer ou développer votre entreprise et n'avez pas accès aux banques, l'Adie peut vous aider.

Mais elle a aussi besoin d'être aidée, à travers le soutien d'une communauté militante et impliquée. Si vous adhérez à notre vision d'une France dynamique, qui fait confiance à ses citoyens et permet à chacun d'aller au bout de son talent, rejoignez notre combat !

Si vous partagez avec nous des valeurs humanistes et la volonté de résoudre les dysfonctionnements de l'économie liés aux errements des marchés financiers, construisez avec nous une nouvelle économie de marché ! Soutenez le Fonds Adie pour l'entrepreneuriat populaire !

Maria Nowak, Présidente du Fonds Adie